

Document

Portugal : «Un seul débouché, le chômage»

(20minutes.fr)

26 octobre 2011

Derrière les déficits et leurs tableaux de chiffres, il y a des populations. Afin de mieux comprendre les conséquences de trois années de crise, *20 Minutes* a envoyé deux journalistes faire le tour de l'Europe pour une série de reportages qui seront publiés les lundis et vendredis. Aujourd'hui, le Portugal.

Joao voulait faire de ce lundi-là «*un jour spécial*». Un an pile après avoir rencontré Lena, il avait pensé à l'inviter au resto, voire à lui préparer un dîner chez lui. Sauf qu'il n'a «*pas d'argent*» et qu'il «*habite chez ses parents...*» A 26 ans, il est représentatif de ce que les Portugais appellent «*a geração á rasca*». Génération à la traîne? Sacrifiée? Impossible de traduire littéralement.

«*L'idée, c'est qu'on est dans la galère*», rigole Joao. A Lisbonne ou dans les campagnes, les jeunes payent un lourd tribut à la crise. Ils sont plus de 200.000 au chômage, soit un quart des 25-35 ans. Joao voudrait en sortir. Il a donc mis son CV dans une pochette bleue. Direction le «*Centro de Emprego*», l'équivalent de Pôle emploi. Mais dans la salle de la rua das Picoas, les bancs sont trop étroits pour accueillir tout le monde.

«Plus les jeunes sont diplômés, plus ils ont du mal à trouver un emploi»

Joao a tiré le 90. Derrière le guichet, le compteur est resté bloqué sur 888. Comme s'il avait surchauffé. Le tableau de liège est, lui, bien trop vaste pour les rares offres. «*Technicien pour 523€/mois.* » «*Programmeur informatique pour 618€.*» A chaque fois, cinq années d'études sont exigées. Joao, lui, est «*prêt à accepter n'importe quoi. Même pour le salaire minimum de 475 €. Je n'ai pas de diplôme...*»

Mais même avec des diplômes, l'avenir n'est pas rose. A l'université de Lisbonne, ce matin-là, ils sont des centaines à effectuer leur prérentrée, sans illusion. «*Même si on réussit nos études, notre seul débouché, c'est le chômage*», assure Paulo à l'ombre des colonnes de la bibliothèque. Sa voisine, Inès, veut devenir archéologue. Pour cela, elle envisage de chercher du boulot en Angleterre ou en France. «*C'est tout le paradoxe, analyse Antonio, leur prof d'histoire. Plus les jeunes sont diplômés, plus ils ont du mal à trouver un emploi!*»

D'autres ont du travail, mais ne sont pas mieux lotis. Ce sont ceux qui bossent sous le régime des «*recibos verdes*». Instaurés dans les années 1980 pour les professions libérales, ces «*reçus verts*» rémunèrent les travailleurs à la journée ou la mission. «*Mais aujourd'hui, ils ont été détournés*, explique Rui Maia, *qui lutte contre ce dispositif. Dans les cafés, les magasins, plus de 900.000 jeunes sont payés ainsi, alors qu'ils devraient avoir un CDI.*»

Quand le patron décide du salaire et peut licencier sans préavis, le système est déséquilibré. D'autant que le salarié, lui, ne cotise ni pour la retraite, ni pour le chômage et doit payer, en plus, la Sécurité sociale. Sommé de réagir, le gouvernement a répliqué que ce dispositif était «*trop complexe*» pour être réformé.

«Le travail est un souci. Mais il n'est qu'un outil, analyse Ivo Santos, secrétaire général du Centre de la jeunesse chargé de produire des études pour le gouvernement. Le vrai problème, c'est que ces jeunes n'ont pas accès aux crédits, au logement. Ils ne peuvent pas se marier. Ils n'ont pas de projet d'avenir.»